

1989, chapitre 3
LOI N° 1 SUR LES CRÉDITS, 1989-1990

Projet de loi 115

présenté par M. Gérard D. Levesque, ministre des Finances

Présenté le 23 mars 1989

Principe adopté le 23 mars 1989

Adopté le 23 mars 1989

Sanctionné le 23 mars 1989

Entrée en vigueur: le 23 mars 1989

Loi modifiée: Aucune





CHAPITRE 3

Loi n° 1 sur les crédits, 1989-1990

[Sanctionnée le 23 mars 1989]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

6 541 302
141,67 \$
pour 1989-
1990

1. Le gouvernement est autorisé à prendre sur le fonds consolidé du revenu une somme maximum de 6 541 302 141,67 \$ pour le paiement d'une partie du budget des dépenses du Québec présenté à l'Assemblée nationale pour l'année financière 1989-1990, auxquelles il n'a pas été autrement pourvu.

Cette somme se partage ainsi:

1° 6 145 346 575,00 \$ représentant 1/4 des crédits à voter pour chacun des programmes apparaissant au budget des dépenses du gouvernement pour cette année financière;

2° 70 986 575,00 \$ représentant 3/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 3 « Évaluation foncière » du ministère des Affaires municipales;

3° 2 952 116,67 \$ représentant 2/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 5 « Relations avec les municipalités » du ministère des Affaires municipales;

4° 10 156 433,33 \$ représentant 1/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 2 « Financement agricole » du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation;

5° 39 201 416,67 \$ représentant 2/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 3 « Enseignement privé » du ministère de l'Éducation;

6° 14 411 825,00 \$ représentant 1/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 2 « Amélioration de la forêt » du ministère de l'Énergie et des Ressources;

7° 4 515 200,00 \$ représentant 6/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 3 « Développement de l'industrie forestière » du ministère de l'Énergie et des Ressources;

8° 878 666,67 \$ représentant 2/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 4 « Financement forestier » du ministère de l'Énergie et des Ressources;

9° 3 699 333,33 \$ représentant 2/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 2 « Politiques et opérations financières » du ministère des Finances;

10° 34 389 500,00 \$ représentant 4/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 3 « Soutien aux sociétés et organismes d'État » du ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie;

11° 5 119 766,67 \$ représentant 1/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 1 « Développement du loisir, des sports et du plein air » du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche;

12° 158 708 641,70 \$ représentant 1/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 5 « Prestations d'aide sociale » du ministère de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du revenu;

13° 908 566,67 \$ représentant 1/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 7 « Sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crïs » du ministère de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du revenu;

14° 10 252 083,33 \$ représentant 7/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 2 « Aide financière au revenu de travail » du ministère du Revenu;

15° 10 708 650,00 \$ représentant 3/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 2 « Soutien des organismes bénévoles » du ministère de la Santé et des Services sociaux;

16° 29 066 791,67 \$ représentant 1/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 6 « Transport scolaire » du ministère des Transports.

Entrée en
vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le 23 mars 1989.